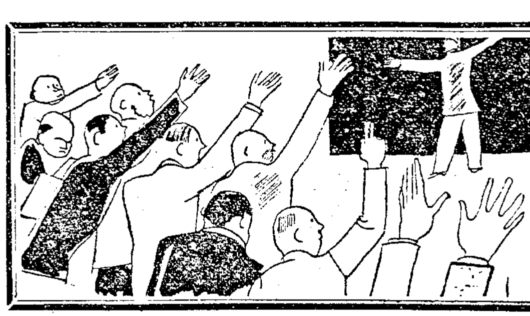
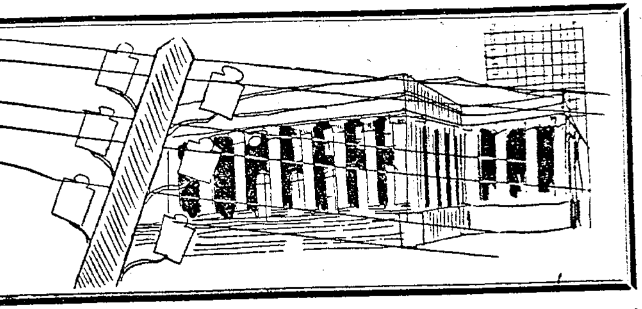
Stiftelsen norsk Okkupasjonshistore, 2014



LA VIE ÉCONOMIQUE



BUDGET 1939

LA DÉTRESSE DES FINANCES PUBLIQUES

En cinq ans, le déficit de la Trésorerie d'État s'est élevé à 156 milliards

COMME les précédents, le budget 1939 a été adopté sans discussion véritable. Ainsi, déposé au Sénat le 23 décembre, il était voté dès le 30. Cette procédure expéditive permet d'éviter les surenchères. Députés et sénateurs s'y soumettent en maugréant. Mais leurs protestations sont en réalité de pure forme. Entre le gouvernement et eux, il existe, aujourd'hui, un accord tacite, basé sur leur incapacité, mutuellement avouée, de s'opposer aux exigences des électeurs, à qui des institutions corruptrices ont fait perdre le sens de l'intérêt public.

Bien que le budget eût été voté au pas de course, il se dégage cependant des débats parlementaires certaines conclusions. Les rapporteurs à la Chambre et au Sénat les avaient, d'ailleurs, clairement formulées, en les appuyant sur des faits.

Le déficit croissant de la Trésorerie et l'augmentation de la dette

L'excédent des dépenses de l'Etat, sur ses revenus, de 18 milliards en 1934, avait plus que doublé en 1937. Il atteignait, à ce moment, 40 milliards. En 1938, le déficit augmentait encore de neuf milliards. En cinq ans, le découvert global de la Trésorerie fut de 156 milliards :

Déficit de la Trésorerie de 1934 à 1938
(selon le rapport général de M. Abel Gardey)

Années	Montant du déficit
—	—
1934	18 milliards
1935	21 —
1936	28 —
1937	40 —
1938	49 —
Total ...	156

Finances n'a pu fournir aucun chiffre précis : « *L'Allemagne*, dit-il, a *depuis longtemps doublé le cap des* 40 *milliards. Il est impossible, en ce moment et depuis* 1933, *de savoir quelles sont ses dépenses, mais les estimations les plus prudentes les évaluent à des chiffres que je ne veux même pas me permettre de citer et qui atteignent des centaines de milliards.* »

Le III[e] Reich entraine le monde entier à sa suite vers le gouffre financier. Il porte le coup de grâce au capitalisme libéral.

Non plus que les nôtres, les finances britanniques ne résisteront à la surcharge des dépenses d'armement.

« *Depuis le milieu de l'année* 1938, *remarque dans son rapport général sur le budget, M. Abel Gardey, la devise britannique a manifesté une faiblesse persistante. Au début du mois de septembre, elle est tombée au-dessous de son ancienne parité de* 4.86 2/3 *dollars : à la fin du même mois elle ne valait que* 4.61 *dollars. Depuis lors, les cours de la livre se sont quelque peu redressés, mais ils ont continué à subir des soubresauts assez violents.*

« *Il ne semble pas que l'accroissement relativement léger du déficit commercial de la Grande-Bretagne puisse être rendu responsable des remous constatés sur le marché du sterling. Ces perturbations peuvent, sans doute, être, en partie, attribuées à l'évolution des finances de l'Angleterre. Malgré l'effort fiscal considérable consenti, depuis plusieurs années, par le peuple britannique, les charges croissantes des armements commencent, en effet, à menacer sérieusement l'équilibre budgétaire. Comme l'effort d'armement, loin de se ralentir, semble devoir s'accentuer au cours des prochains mois, la perspective d'une politique d'emprunts répétés ou d'une politique d'inflation pèse indéniablement sur la monnaie.* »

ploitation serait réalisé dès 1938. Comment cet engagement a-t-il été tenu ?

Pour rétablir cet équilibre, les tarifs de transport furent majorés par deux fois en juillet-août 1937 et au 1[er] janvier 1938 de 50 %, pour les voyageurs, et de 53,6 %, pour les marchandises.

Ces majorations n'ont pas pu entraîner un accroissement des revenus de la Société des Chemins de fer, en raison de la baisse consécutive du trafic, qui fut respectivement de 19,8 % et de 16 % pour les deux catégories ci-dessus.

En conséquence, le déficit des chemins de fer, laissé à la charge du Trésor, sera, cette année encore, de près de 9 1/2 milliards.

Il est évident que le retour à l'équilibre n'aurait pu être obtenu que par une réduction énergique des dépenses. Mais cette solution ne pouvait être retenue par la Société nationale des Chemins de fer, qui avait dû engager 70.000 employés nouveaux, prélevés dans les campagnes.

La conséquence de ces errements est « QU'UN PEU PLUS DU QUART DU BILLET DU VOYAGEUR EST PAYE PAR L'ETAT », a remarqué M. Paul Reynaud, et il ajoutait : « *Quand un voyageur monte dans un train, il tire sur les contribuables une traite supérieure au quart de ce qu'il paye.* »

Pour les autobus, la contribution de l'Etat est de l'ordre du tiers de la valeur du prix payé par le voyageur.

Au sujet du rendement du travail et des prix de revient dans les industries françaises nationalisées, le ministre des Finances a fourni des chiffres qui méritent, eux aussi, d'être retenus :

La fabrication d'un sous-marin exige, en France, dix mois de plus qu'en Allemagne (c'est-à-dire plus du double du temps) et six mois de plus qu'en Italie :

Temps nécessaire à la construc...

M. Jammy Schmidt, rapporteur du Budget à la Chambre, a dénoncé, de son côté, les vices rédhibitoires de l'étatisme, mais à mots couverts et après maintes périphrases :

« *L'étude à laquelle on peut se livrer en ce qui concerne les sociétés nationales,* écrit-il, *fait apparaître un conflit d'intérêts entre l'Etat-actionnaire et l'Etat-client.*

« *En tant qu'actionnaire, l'Etat a intérêt à ce que les prix des marchés soient fixés entre les sociétés nationales et l'administration de l'air le plus haut possible, afin de permettre aux sociétés nationales de réaliser des bénéfices ou, du moins, d'empêcher que leur trésorerie ne se trouve diminuée du fait des pertes possibles. Au contraire, en tant que client, l'Etat a intérêt à ce que le prix des marchés soit fixé le plus bas possible. Il y a là un conflit d'intérêt qui peut rendre difficile, à certains points de vue, une gestion très satisfaisante* (sic) *des sociétés nationales et qui exige une politique très prudente destinée à trouver l'équilibre nécessaire.* »

L'Etat-patron est incapable d'abaisser ses prix de revient, parce qu'il est placé sous l'étroite dépendance, et du personnel qu'il emploie, et des fournisseurs auxquels il s'adresse. Telle est la simple vérité.

Elle est facile à saisir.

L'éternel refrain : chérir les causes dont on déplore les effets

Ayant jeté l'anathème sur l'étatisme, conséquence nécessaire du régime électif, les divers orateurs et rapporteurs parlementaires ont conclu, à l'ordinaire, qu'il ...

RÉFLEXIONS SUR L'AN PASSÉ

L'année qui s'en va ne laissera pas un souvenir plus particulièrement agréable aux épargnants. Certes, elle se termine sur une plus-value sensible des fonds publics et des titres à revenu fixe, dont M. Paul Reynaud s'est tout de suite emparé pour célébrer la revalorisation du capital français obtenue sous son ministère. Cependant, les valeurs étrangères s'inscrivent, au contraire, en moins-value, et, du reste, en vertu de l'alternance logique des mouvements opposés, puisque les motifs de l'appréciation des titres nationaux sont directement inverses de ceux qui déterminent la reprise des signes mobiliers dits alors refuges. Mais, surtout, même du seul point de vue des intérêts strictement matériels, 1938 restera une date sombre. La terrible alerte de fin septembre a coûté cher aux portefeuilles, non pas du fait d'une spéculation imprudente, ou aventureuse, dont la sanction naturelle, du reste acceptée à l'avance, est aussi bien le gain que la perte, mais parce que les épargnants français, comme il a été expliqué tout au long ici, ont dû se procurer des disponibilités pour des raisons de force majeure, puisqu'il s'agissait à peu près uniquement de munir les familles des ressources qui pouvaient leur être nécessaires pendant la durée d'un conflit, et simultanément, n'importe comment, à n'importe quel prix. On objectera qu'au lendemain de Munich, le marché a retrouvé son assiette par une reprise dont la vigueur et la rapidité ont été au moins égales, sinon supérieures à celles de la chute précédente. Mais, dans ces mouvements violents nés de la soudaineté des coups de théâtre politique, l'épargne a subi des pertes, et précisément, on insistera sur ce point, celle qui demeure étrangère aux différences de cours, celle qui aspire à une stabilité que 20 ans de démagogie, de marxisme, de dévaluation monétaires (celles-ci étant la résultante de celles-là) rendent de plus en plus illusoire.

La discontinuité même de notre système gouvernemental, par la fréquence des crises ministérielles, la succession de programmes différents qu'elle engendre, les contradictions qu'elle impose à notre politique étrangère, sans parler des perturbations économiques et sociales qu'elle procrée, impose à l'épargne des préoccupations et des craintes que celle-ci traduit et exprime en réactions désordonnées, tantôt par la thésaurisation à outrance, tantôt par des ventes massives, tantôt par des achats trop onéreux, dans tous les cas, elle y laisse quelques parcelles de ses biens. Qu'on ne s'étonne pas, dans ces conditions, d'entendre souvent de jeunes hommes manifester, à l'égard des habitudes d'économie, ce mépris qui se fonde sur les déboires enregistrés par leurs parents, et les effets d'un tel état d'esprit, suscité par des désillusions répétées, risquent d'être funestes aux générations de demain, puisque la fortune est en voie de disparition rapide, soit que les lois la détériorent, soit que ses détenteurs récents la consomment.

Ce ne sont pas les douze mois qui viennent de s'écouler qui ont marqué un temps d'arrêt à cet épuisement de la richesse, puisqu'ils ont vu se succéder les ministères Chautemps, Blum, Daladier, se perpétrer l'Anschluss et le morcel-...

... est imbécile par nature. Nous sommes heureux d'avoir contribué, dans notre mesure, à donner au public, pour ses étrennes, faute de mieux, l'apaisement auquel il a droit. On peut être assuré que nous ne manquerons pas, chaque fois que l'occasion s'en présentera, d'assumer ce rôle, voilà la véritable protection de l'épargne.

Hervé LE GRAND.

L'Hôtel Drouot

Argenterie, Bijoux
Reliures de Louise Lévêque

Il a suffi, la semaine dernière, d'une vente de bijoux et de la liquidation d'une importante succession pleine de quelques bons et utiles objets de ménage pour tenir en éveil l'hôtel des ventes, qui, d'ordinaire, s'assoupit au moment des fêtes. Bienheureuses ventes en vérité. On eût dit qu'elles arrivaient à point pour permettre aux maîtresses de maison de trouver des « occasions ». Il y avait du linge et qui a été [illegible] disputé. M[e] Bellier a vendu 5.400 francs douze paires de draps; 3.510 francs quatre nappes en dentelle; 2.000 francs 34 carrés en dentelles. Il y avait de l'argenterie, de quoi faire plusieurs cadeaux de mariage princiers : un ensemble d'assiettes à gâteaux a valu 42.000 francs; une ménagère pesant 26 kilos, 25.000 francs. Il y avait de la porcelaine fine : 45 assiettes de chine ont fait 4.420 francs; il y avait des tapis et parmi ceux-là un grand tapis d'Orient a été adjugé [illegible] francs.

Le mobilier même ne faisait pas défaut et l'on pouvait acquérir pour [illegible] francs une grande salle à manger en bois sculpté et laqué blanc. Il y avait enfin une pendulette en or et émail qui a « fait » un très gros prix : 30.700 francs.

L'autre vente, dirigée par M[e] Bivort, contenait un lot beaucoup plus considérable de bijoux. Certains ont atteint de très gros prix : 60.000 fr. pour une bague avec brillant carré de 13 carats 30; 40.600 francs pour une autre bague ornée d'un brillant rond; 34.500 francs pour une troisième bague portant un brillant de 5 carats 50; 29.000 francs enfin pour une dernière bague avec brillant de même poids, mais de moins beaux reflets. Et un collier de [illegible] perles fines a valu 10.000 francs; une broche sertie de diamants : 14.000 francs; un bracelet orné d'une foule de petits brillants : 34.700 francs.

Et maintenant je profiterai du calme de cette dernière semaine de l'année pour revenir sur quelques raretés de la bibliothèque Pierre Guérin, vendue le mois dernier par M[e] Ader et M. Giraud-Badin. On y a vu une amusante collection de Minuscules, en tout 42 volumes publiés entre 1692 et 1898, présentés dans deux compartiments à dos de maroquin rouge, recouverts de tirettes en verre biseauté. Les petits almanachs voisinaient avec des chansonniers, des recueils galants, des contes illustrés; Jeannot et Colin de Voltaire, illustré par Sinnlem; La filleule du Seigneur de Nodier, avec les figures de Moisand, etc., etc.... cet ensemble plus curieux qu'intéressant a valu 6.000 francs.

Plusieurs des livres illustrés modernes de cette bibliothèque étaient recouverts de remarquables reliures dessinées. Nous avons signalé déjà celle de Louise Lévêque pour l'Atlantide (Lyon, cercle ... Paul-Elie Dubois)